



Pompafrrique

PAR THOMAS DIETRICH

Envie de dépaysement ? Bienvenue en Françafrrique, là où la bêtise et la corruption bronzent au soleil. Notre guide, c'est Thomas Dietrich, un jeune type formidable, qui connaît l'Afrique sur le bout des doigts.

TOGO : EN ATTENDANT LE VOTE DES BÊTES SAUVAGES

« La France reste attentive à l'évolution de la situation au Togo. » La porte-parole du Quai d'Orsay, Agnès Romatet-Espagne, s'est fendue de cette seule déclaration. Plus courageux, tu meurs ! Le tout à l'heure où des manifestations monstres se déroulent, depuis plusieurs semaines, dans les rues de Lomé contre la dernière dictature d'Afrique de l'Ouest. À l'heure où l'opposant Tipki Atchadam lance à la foule : « *Marchez ! C'est vous qui allez libérer le régime. Vous avez toujours demandé l'unité de l'opposition, elle est là. Du plus jeune au plus vieux, on est là.* » À l'heure où le peuple semble bien décidé à se débarrasser de la dynastie des Gnassingbé. Ce fut le père, d'abord. Gnassingbé Eyadema : champion de lutte traditionnelle, puis soudard de la coloniale en Algérie (où il mania avec dextérité la gégène). Comment accéda-t-il aux plus hautes fonctions ? En abattant son prédécesseur.

Et où se déroula le meurtre ? Dans le coffre de la voiture de l'ambassadeur des États-Unis ! Il aimait recevoir ses visiteurs à des horaires improbables, comme 4 h 12 du matin. Il possédait un zoo géré par un ancien SS reconverti en dompteur de fauves. Surtout, il régnait sur cette mince bande de terre d'une poigne de fer, faisant disparaître ses opposants par dizaines. En 1993, à l'apogée de sa carrière, l'océan Atlantique rejetait chaque matin les corps des contestataires liquidés pendant la nuit. Bref, un artiste, extravagant, tout pour en faire un grand « *ami de la France* ».

C'est de Jacques Chirac, en 2005, à la mort d'Eyadema : « *Avec lui disparaît un ami de la France, qui était pour moi un ami personnel.* » Qu'à cela ne tienne, on n'a pas tout perdu : le fils, Faure Gnassingbé, lui a succédé. Grâce à une nouvelle répression, et un tripatouillage constitutionnel orchestré par un professeur de la

vénérable université d'Aix-Marseille, Charles Debbasch. Il faut les nommer, non, parfois, ces défenseurs de la démocratie ? Le rejeun, plus policé, n'a toutefois pas changé de recette. Voilà à présent douze ans qu'il s'accroche au pouvoir à grand renfort d'élections truquées, le tout avec la bénédiction de l'Élysée. Sa dernière lubie en date ? Modifier la Constitution pour pouvoir se représenter aux scrutins de 2020 et 2025. C'est pas gagné. Le bras de fer est engagé.



CENTRAFRIQUE : L'APOCALYPSE DURE (BIEN PLUS QUE) TROIS ANS

C'est un pays qui semble oublié des dieux. Mais c'est une terre riche, trop riche avec ses 700 indices miniers (pétrole, or, diamant, manganèse, coltan, uranium...) pour ne pas attirer la convoitise des hommes. La République centrafricaine - RCA pour les intimes - n'apparaît que rarement dans le radar détraqué des médias occidentaux, et jamais pour de bonnes nouvelles. Longtemps, on a assimilé le cœur de l'Afrique à la figure pathétique de Bokassa I^{er}. Ce maréchal mégalomane mit un point d'honneur à se faire couronner de la même manière que Napoléon et défraya la chronique pour avoir glissé quelques pierres un peu trop brillantes dans la main de Giscard, ce qui coûta sans doute sa réélection à ce dernier.

Ces dernières années, les feux de l'actualité se sont de nouveau braqués sur la RCA. Le pays est plongé dans un chaos indescriptible depuis le renversement en 2013 du peu éclairé président François Bozizé, poussé vers la sortie par la coalition « Seleka », une horde de mercenaires armée par le régime tchadien d'Idriss Déby. La France, brouillée avec Bozizé en raison d'une sombre histoire d'uranium et de deux ou trois maigres de Patrick Balkany, avait acquiescé. Bangui « la coquette » devenait Bangui « la roquette ». La Seleka, composée en majorité de combattants musulmans, avait multiplié exactions et massacres de masse. En réaction s'étaient constituées des milices chrétiennes, les anti-balaka, non moins cruelles. Les chrétiens et la minorité musulmane (10%) ont pourtant toujours vécu en bonne intelligence. C'est plutôt une course aux matières premières qui anime les acteurs de cette guerre interminable... Et la France n'est pas en reste. L'opération militaire Sangaris, lancée en grande pompe fin 2013 par François Hollande, n'a servi à rien ou presque, si ce n'est à mettre un peu plus sous tutelle un pays déjà meurtri. On se souvient notamment des crimes sexuels dont sont suspectés plusieurs soldats français. Même si un président, Faustin-Archange Touadéra, a été démocratiquement élu l'année dernière, les milices font toujours la loi, protégées par des pays voisins. La Centrafrique, à qui on dénie le droit de constituer une véritable armée à même de ramener la paix, continue à profiter des « attentions » de ses alliés et voisins.

FRANC CFA : DISCOURS DE LA SERVITUDE MONÉTAIRE

La vedette du continent africain, en cette fin d'année 2017, n'est ni un chanteur de coupé-décalé ni un footballeur, pas même un capitaine de l'armée propulsé au pouvoir, mais une monnaie : le franc CFA. Une vedette vilipendée de toutes parts : dénoncée par des stars de la chanson, d'Alpha Blondy à Tiken Jah Fakoly, décriée par des présidents proches de la France tel Alpha Condé de Guinée-Conakry, ses billets brûlés par des « militants anti-impérialistes » comme le faisait autrefois Gainsbourg... La fronde est à la hauteur de l'importance économique et symbolique du franc CFA, utilisé par quatorze nations africaines, quasiment toutes des anciennes colonies françaises. Et la monnaie fut d'ailleurs créée en 1945, alors que, justement, ces pays étaient encore des colonies !

À une époque où les « indigènes » recevaient encore la chicotte lorsqu'ils ne travaillaient pas assez vite à la récolte du coton ou du latex... Et de fait : la décolonisation monétaire n'a pas eu lieu. Le sort du franc CFA se décide toujours à Paris. Les réserves de change, 14,3 milliards d'euros, sont stockées au trésor hexagonal. Les billets, aux représentations paternalistes à souhait, sont édités à Chamalières, austère bourgade auvergnate. De nombreux économistes en critiquent l'impact négatif : arrimage à l'euro qui handicape les exportations, qui entrave le commerce entre les pays africains, qui favorise la fuite des capitaux vers l'Europe. Sans compter l'obligation de déposer 50 % des réserves de change au trésor

français, alors qu'ils pourraient très bien être investis dans l'économie locale... « *Cette absence de perspectives dans une Afrique en pleine mutation favorise l'instabilité et les conflits* » tranche dans le Monde d'iplo l'économiste sénégalais Sanou Mbaye. Les velléités de sortir de ce système, de créer une monnaie commune plus indépendante, sont systématiquement battues en brèche par les gouvernants français, appuyés par les institutions financières internationales. Le Togolais Sylvanus Olympio, le Tchadien François Tombalbaye, le

« La vedette n'est ni un chanteur de coupé-décalé ni un footballeur, mais une monnaie. »

Burkinabé Thomas Sankara ont été renversés. Entre autres parce qu'ils voulaient faire sortir leur pays de la tutelle du franc CFA... Mais les dirigeants ne sont plus seuls. De nombreux mouvements, dans la société africaine, réclament à leur tour de ne plus payer le prix de la colonisation en espèces sonnantes et trébuchantes. Le début de la fin de la décolonisation, soixante ans après ?